

cahiers du féminisme 2012

Licencions Sarkozy et restons vigilantes...!

Ce n'est pas le retrait de la mention Mademoiselle dans les formulaires administratifs, mesure symbolique qui ne peut que satisfaire les féministes, qui pourra exonérer Nicolas Sarkozy de sa politique sociale et économique, néfaste pour l'ensemble des travailleurs, particulièrement pour les femmes.

Les femmes, toujours les premières exposées...

On peut résumer la politique économique des gouvernements Sarkozy en peu de mots : rigueur et austérité pour les salarié.es, cadeaux aux riches, aux banques et au patronat.

Les principales attaques se sont concentrées sur les services publics : en 2007 le plan HPST (hôpital, patients, santé et territoires), en 2008 la RGPP (révision générale des politiques publiques). Résultats : diminution massive des postes de travail, transferts de pans entiers de services au privé, restriction et dégradation de l'offre de services publics.

- Faut-il rappeler que l'État est un des plus importants employeurs de personnel féminin (éducation, santé, services sociaux, administrations) ? Toute détérioration dans ce domaine nuit en priorité aux femmes.

- Les femmes qui sont encore majoritairement chargées des soins à la famille (enfants, parents, conjoint) sont particulièrement sensibles au maintien des services collectifs. Toute disparition de ces derniers risque de les éloigner de l'emploi et/ou de dégrader fortement leurs conditions de vie. En dix ans, le nombre d'enfants de 2 ans scolarisés dans le secteur public a été divisé par deux au profit souvent de « jardins d'éveil » payants ou d'une prise en charge familiale. Ces dix dernières années plus de 150 CIVG ont été supprimés et combien d'autres sont menacés ; parallèlement le statut même des médecins contractuels pratiquant des IVG est dévalorisé. Les nombreuses et récentes luttes locales pour maintenir ici une école ou un poste d'institutrice, là un CIVG ou une maternité, révèlent l'ampleur des destructions

mais aussi la demande et les résistances à ces disparitions. Les dernières mesures de la réforme des retraites (dont l'allongement de la durée de cotisation et le recul des bornes d'âge) ne peuvent que renforcer les inégalités hommes-femmes. Rappelons que l'écart entre les retraites des hommes et des femmes est de 40 %. Compte tenu des carrières plus courtes des femmes et du travail à temps partiel massivement féminisé, ces nouveaux dispositifs ne peuvent que renforcer les inégalités de genre.

La gestion de la précarité est tout aussi problématique. Le RSA (2009) remplaçant le RMI et l'API (allocation de parent isolé, majoritairement attribuée aux femmes) incite à prendre des emplois de mauvaise qualité, à temps partiel contraint et non qualifié, le plus souvent occupés par des femmes, tout particulièrement dans les services à la personne. Par ailleurs le RSA est une prestation attribuée au couple qui ne peut qu'encourager les femmes à travailler moins, voire à se retirer du marché du travail, pour éviter de perdre le bénéfice de l'allocation à la famille.

L'obsession du pouvoir a été de supprimer la loi des 35 heures. D'assouplissement en défiscalisation et exonérations de cotisations sociales des heures supplémentaires, il y est quasiment arrivé. Les entreprises peuvent même s'affranchir des accords de branche. In fine, la France compte désormais près de trois millions de précaires, trois millions de salarié.es à temps partiel dont une majorité de femmes, cinq millions de chômeurs.

Les nombreuses autres décisions vont dans le même sens « libéral » et discriminatoire : signature du traité de Lisbonne, renforcement des liens avec l'Église catholique et le Vatican, lois sur l'immigration, TVA sociale... Quelles que soient ses promesses (même l'égalité salariale entre hommes et femmes en 2014 !), Sarkozy est disqualifié et ne mérite qu'une chose : le licenciement !